

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées au complexe Les Terrasses de la Chaudière a été menée conformément aux exigences de l'article 51 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec qui stipule que « l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. Il doit notamment, en vertu du paragraphe (5), utiliser les méthodes et techniques visant à identifier, contrôler et éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur; du paragraphe (8), s'assurer que l'émission d'un contaminant ou l'utilisation d'une matière dangereuse ne porte atteinte à la santé ou à la sécurité de quiconque sur un lieu de travail; et du paragraphe (13), communiquer aux travailleurs, au comité de santé et de sécurité, à l'association accréditée, au directeur de santé publique et à la Commission, la liste des matières dangereuses utilisées dans l'établissement et des contaminants qui peuvent y être émis. » De plus, l'article 300 (a) du Règlement sur la santé et la sécurité du travail du Québec stipule également qu'avant que ne soit entrepris un travail dans un espace clos, les catégories de contaminants généralement susceptibles d'être présents dans cet espace clos, doivent être disponibles, par écrit, sur les lieux mêmes du travail. L'article 124 de la Partie II du *Code canadien du travail* stipule également que chaque employeur doit protéger la santé et assurer la sécurité de chaque personne qui travaille pour lui. En ayant à sa disposition un RSD, le Gestionnaire de projet sera en mesure de renseigner ses employés, ses entrepreneurs et les locataires de l'édifice au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le Gestionnaire de projet informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées. Le *Guide de l'écogouvernement* expose les exigences des politiques pour que le gouvernement fédéral respecte voire dépasse les lois et règlements environnementaux fédéraux et suive les meilleures pratiques utilisées dans les secteurs public et privé. Dans le *Guide de l'écogouvernement*, il est exigé de faire des efforts quant à la prévention de la pollution dans le cadre des projets fédéraux. La prévention de la pollution se définit comme étant le recours à des procédés, à des méthodes, à des matériaux, à des produits ou à des sources d'énergie qui ne contribuent pas ou qui contribuent peu à la production de polluants et de déchets, et qui réduisent, de façon générale, les risques pour la santé et l'environnement. Il faut se conformer aux politiques susmentionnées pendant toute la durée du projet de réparation de la maçonnerie au complexe Les Terrasses de la Chaudière à Gatineau (Québec).
- .2 Étant donné qu'il n'existe pas de lois pertinentes applicables au Québec, nous nous reportons aux règlements suivants, qui portent sur les substances désignées, de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*. Voici les substances désignées identifiées dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario* et les règlements correspondants :
 - .1 Acrylonitrile : *Règl. de l'Ont. 835* modifié par le *Règl. de l'Ont. 507/92*
 - .2 Arsenic : *Règl. de l'Ont. 836* modifié par le *Règl. de l'Ont. 508/92*
 - .3 Amiante :
 - .1 il faut se conformer aux articles 3.23.7, 3.23.8, 3.23.9, 3.23.10, 3.23.11, 3.23.13 du *Code de sécurité pour les travaux de construction* au Québec.
 - .4 Benzène : *Règl. de l'Ont. 839* modifié par le *Règl. de l'Ont. 387/00*
 - .5 Émissions de four à coke : *Règl. de l'Ont. 840/90* modifié par le *Règl. de l'Ont. 512/92*
 - .6 Oxyde d'éthylène : *Règl. de l'Ont. 841* modifié par le *Règl. de l'Ont. 515/92*
 - .7 Isocyanates : *Rè gl. de l'Ont. 842* modifié par le *Règl. de l'Ont. 518/92*

s'imposent et informer immédiatement le Représentant Départemental. Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.

Partie 2 Substances désignées

2.1 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- .1 ACRYLONITRILE : non identifié
- .2 ARSENIC : non identifié
- .3 AMIANTE : non identifié
 - .1 L'amiante est un matériau qu'on trouve dans la nature; autrefois, il entrait dans la composition de plusieurs matériaux employés dans l'industrie de la construction. On l'utilise fréquemment dans l'isolation thermique de tuyaux et de chaudières, dans l'ignifugation des charpentes métalliques et dans la fabrication de carreaux pour planchers et d'enduits pour murs et plafonds. Les matériaux qui contiennent de l'amiante se divisent en deux catégories : les friables et les non friables. Les matériaux qui contiennent de l'amiante friable sont fragiles et peuvent facilement s'émietter par une simple pression des doigts. Les matériaux contenant de l'amiante non friable sont durables et renferment un liant comme le ciment, la résine vinylique et le bitume.
 - .2 Les résultats des analyses de l'échantillon (1) de matériau susceptible de contenir de l'amiante sont présentés au tableau 1 ci-après.

Tableau 1 – Résultats des analyses – amiante

Numéro d'échant.	Matériau	Emplacement	Type d'amiante	Teneur en amiante (%)
10W-AS-01	Mortier de brique	10, rue Wellington; maçonnerie de briques extérieure, à l'extérieur de l'entrée nord	n/d	n/d

n/d = non décelé

- .4 BENZÈNE : non identifié
- .5 ÉMISSIONS DE FOUR À COKE : non identifiées
- .6 OXYDE D'ÉTHYLÈNE : non identifié
- .7 ISOCYANATES : non identifiés
- .8 PLOMB : non identifié
- .9 MERCURE : non identifié
- .10 SILICE : identifié
 - .1 Partout dans le secteur visé, on trouve de la silice cristalline libre dans le béton et dans d'autres matériaux à base de ciment comme des structures de maçonnerie et de briques.
- .11 CHLORURE DE VINYLE : non identifié

- .8 Plomb : Au Québec, il faut appliquer le *Règlement sur les matières dangereuses (D. 1310-97)*, pris en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., c. Q-2 - (21)*.
 - .9 Mercure : *Règl. de l'Ont. 844* modifié par le *Règl. de l'Ont. 390/00*. Au Québec, il faut appliquer le *Règlement sur les matières dangereuses (D. 1310-97)*, pris en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., c. Q-2 - (21)*.
 - .10 Silice : Au Québec, il faut appliquer le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail, Annexe I – Valeurs d'exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail*.
 - .11 Chlorure de vinyle : *Rè gl. de l'Ont. 846* modifié par le *Règl. de l'Ont. 392/00*.
- .3 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport.

1.2 DATE DE VALIDITÉ

- .1 L'étude du secteur visé par le présent rapport a été menée le 19 juillet 2005 par Steve Forest, Agent des substances désignées du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales de TPSGC.
- .2 Le secteur des travaux se situe au complexe Les Terrasses de la Chaudière à Gatineau (Québec). Il est entendu qu'il s'agit de l'enlèvement et de la remise en place de briques extérieures selon les besoins.
 - .1 L'étendue des travaux décrits dans le présent rapport comprenait l'inspection visuelle, le 22 juillet 2005, du contenu et des matériaux de construction pour déceler la présence de substances désignées dans les secteurs visés.
 - .2 À la suite de l'inspection visuelle, on a prélevé des échantillons de matériaux susceptibles de renfermer une substance désignée et on les a fait analyser. Le 22 juillet 2005, un total de un (1) échantillon de matériau susceptible de contenir de l'amiante a été prélevé et expédié au laboratoire Accutest (un laboratoire agréé par l'ACLAÉ) situé au 146, chemin Colonnade à Nepean (Ontario) K2E 7Y1 en vue d'être analysé.
 - .3 Les études étaient limitées aux secteurs qui étaient accessibles par des moyens non destructifs. L'inspection visuelle et l'échantillonnage étaient limités aux secteurs facilement accessibles. L'étude ne comprenait pas d'essai destructif, il est toutefois recommandé d'en faire avant de procéder à toute démolition importante. Le type de construction du bâtiment limite quelque peu l'exhaustivité de la recherche de substances désignées dangereuses. Ainsi, on n'a pas démolé de planchers, de plafonds ou de murs en enduit ni d'autres composants, ni enlevé les revêtements de sol pour inspecter les éléments dissimulés. Aucun espace clos n'a été inspecté dans le cadre de la présente étude.
 - .4 Il se peut que les substances désignées susmentionnées soient présentes dans des endroits non accessibles et dans des espaces dissimulés (c.-à-d., dans les cavités des murs et des plafonds), ainsi que dans des espaces clos. Aucun endroit à l'extérieur des limites définies des travaux n'a été inspecté.
 - .5 Avant le début des travaux, s'assurer auprès du Gestionnaire de projet qu'aucune autre substance désignée n'a été apportée dans le secteur visé.
 - .6 L'étude portait également sur les BPC et les halocarbures. Toutefois, on a exclu les autres substances pouvant être utilisées quotidiennement dans de l'équipement ou des secteurs spécialisés du bâtiment (c.-à-d., des écrans de plomb, des hottes, etc.).
 - .7 Il se peut que certaines substances n'aient pu être raisonnablement identifiées dans le cadre de la présente évaluation ou n'aient pas été apparentes lors de visites précédentes. Si des substances désignées devaient être trouvées au cours de la démolition, arrêter les travaux, prendre les mesures de prévention qui

l'exécution des travaux, prendre toutes les précautions raisonnables afin d'assurer la protection d'un travailleur. Si vous avez des questions concernant le rapport sur les substances désignées, veuillez communiquer avec le Représentant Départemental.

FIN DE LA SECTION

- .12 BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC) : non identifiés
- .13 HALOCARBURES : non identifiés

2.2 RECOMMANDATIONS

- .1 SILICE
 - .1 Au Québec, le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail, Annexe I – Valeurs d'exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail*, définit la silice cristalline sous forme de poussière respirable comme un cancérigène présumé. L'article 42 de ce règlement stipule que l'exposition des travailleurs à la silice cristalline doit être réduite au minimum, même lorsque l'exposition potentielle demeure inférieure au plafond de 0,1 ppm, tel que défini à l'annexe I du règlement.
 - .1 On trouve de la silice cristalline dans le ciment. Au Québec, la silice cristalline est régie par le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail, Annexe I – Valeurs d'exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail*.
 - .2 La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Dans le secteur visé, on a trouvé de la silice dans le béton, les structures de maçonnerie, les cloisons sèches et l'enduit. Par conséquent, on devra prévoir une protection respiratoire et une ventilation appropriées, pendant la démolition et la modification de ces structures, conformément au *Guide des appareils de protection respiratoire utilisés au Québec*, publié par l'*Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*. L'équipement de protection individuelle doit être choisi, ajusté, utilisé et entretenu conformément à la norme CSA Z94.4-93, *Choix, utilisation et entretien des respirateurs*.
- .2 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR
 - .1 L'entrepreneur doit examiner le rapport sur les substances désignées et prendre les précautions qui s'imposent pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et pour protéger l'environnement. En vertu de l'article 51 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec, « l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. Il doit notamment, en vertu du paragraphe (5), utiliser les méthodes et techniques visant à identifier, contrôler et éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur; du paragraphe (8), s'assurer que l'émission d'un contaminant ou l'utilisation d'une matière dangereuse ne porte atteinte à la santé ou à la sécurité de quiconque sur un lieu de travail; et du paragraphe (13), communiquer aux travailleurs, au comité de santé et sécurité, à l'association accréditée, au directeur de santé publique et à la Commission, la liste des matières dangereuses utilisées dans l'établissement et des contaminants qui peuvent y être émis. » De plus, l'article 300 (a) du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* du Québec stipule également qu'avant que ne soit entrepris un travail dans un espace clos, les catégories de contaminants généralement susceptibles d'être présents dans cet espace clos doivent être disponibles, par écrit, sur les lieux mêmes du travail. La personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le Gestionnaire de projet de TPSGC) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport sur les substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet. En vertu de l'article 51 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec, le superviseur doit, lors de